



HAL
open science

Le court terme de la légitimité. Prises de position, rumeurs et perceptions entre janvier et septembre 2012 à Bamako

Julien Gavelle, Johanna Siméant, Laure Traoré

► To cite this version:

Julien Gavelle, Johanna Siméant, Laure Traoré. Le court terme de la légitimité. Prises de position, rumeurs et perceptions entre janvier et septembre 2012 à Bamako. *Politique africaine*, 2013, 130 (2), pp.23-46. 10.3917/polaf.130.0023 . hal-03992916

HAL Id: hal-03992916

<https://paris1.hal.science/hal-03992916v1>

Submitted on 16 Feb 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LE COURT TERME DE LA LÉGITIMITÉ : PRISES DE POSITION, RUMEURS ET PERCEPTIONS ENTRE JANVIER ET SEPTEMBRE 2012 À BAMAKO

[Julien Gavelle](#), [Johanna Siméant-Germanos](#), [Laure Traoré](#)

Karthala | « Politique africaine »

2013/2 N° 130 | pages 23 à 46

ISSN 0244-7827

ISBN 9782811109905

DOI 10.3917/polaf.130.0023

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2013-2-page-23.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Karthala.

© Karthala. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

JULIEN GAVELLE, JOHANNA SIMÉANT, LAURE TRAORÉ

LE COURT TERME DE LA LÉGITIMITÉ : PRISES DE POSITION, RUMEURS ET PERCEPTIONS ENTRE JANVIER ET SEPTEMBRE 2012 À BAMAKO

En concentrant la focale d'observation sur la capitale malienne, et dans le temps court, cet article examine plusieurs aspects de la crise qui ne se résument pas à la rébellion au Nord ou à la dérégulation des institutions politiques. Après avoir montré ce qui a contribué à la délégitimation rapide du président Amadou Toumani Touré au début de l'année 2012, l'article examine les opportunités offertes par la crise à certains secteurs de la société, observe de quelle façon se déploient les mobilisations et le recours à la violence, et envisage les formes d'autocensure et de recours aux rumeurs. L'article suggère de ne pas considérer la multiplication des rumeurs et récits concurrents comme un seul obstacle à l'analyse, mais au contraire d'en faire un des matériaux de la compréhension des luttes de sens, des ralliements et des affrontements, tactiques aussi bien que moraux, qui se déploient à Bamako.

Écrire sur une crise qui n'est pas terminée au moment où les auteurs rédigent ces lignes présente au moins un mérite : celui de stimuler la réserve interprétative en s'interdisant de voir d'évidents prodromes de la crise dans ce qui s'est jouée avant janvier-mars 2012, soit le moment de la rébellion au Nord du Mali et du putsch qui a déposé le président Amadou Toumani Touré (ATT) le 22 mars. Une telle contrainte dissuade également d'énoncer un récit définitif de la crise alors que la lutte pour l'interprétation de cette dernière est en cours. Or rien n'interdit de se saisir des difficultés propres à la compréhension de cette crise pour tenter de faire ressortir quelques pistes d'analyse des récits qui s'affrontent, des rumeurs qui circulent, et des rapports de force qui se reconfigurent au jour le jour.

Cet article mobilise les apports de la sociologie des crises politiques et des délégitimations brutales, telle qu'a pu la mettre en place Michel Dobry¹ en déplaçant l'intérêt théorique vers ce qui se joue *dans* la crise au détriment des « causes », « déterminations », etc. Contrairement à ce que voudrait une lecture trop rapide de ces travaux, cela n'implique pas de négliger ce qui serait de

1. M. Dobry, *Sociologie des crises politiques : la dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de Science Po, 1986.

l'ordre du « structurel » et de l'« avant »². Mais il s'agit de mieux comprendre de quelle façon se manifeste (ou pas) la consistance de l'ordre social au cours de la crise. Ici, les récits, rumeurs et témoignages produits au jour le jour important tout particulièrement : ils sont à la fois des outils de la lutte pour le sens de ce qui se passe, et des marqueurs de l'évolution des perceptions, calculs tactiques ou conceptions de ce qui est jouable, souhaitable ou à quoi il faut bien se résoudre. Au-delà de l'exercice *in vivo*, en plaçant l'analyse au plus près de cette lutte pour le sens, il s'agit de recueillir les matériaux qui à terme, par inclusion, recomposition ou exclusion, pourraient constituer la toile de fond du régime d'historicité de la crise et de ses conséquences et permettre une lecture en creux du récit national qui en sera fait – sans pour autant préjuger de ce que sera ce dernier.

Cet article entend tester la fécondité de ce programme attentif au temps court, et proposer quelques outils qui permettent d'explorer un matériau problématique, à partir d'un site spécifique, Bamako-Kati. Le fait de se concentrer sur l'observation de la capitale, et sur Kati, ville de garnison voisine de 15 km, se révèle un atout pour saisir ce temps court et dépasser la présentation routinière de la crise au Mali comme une conséquence mécanique de la rébellion au Nord. Sans adopter une approche chronologique, et en nous concentrant sur la séquence janvier-septembre 2012, notre propos est d'identifier plusieurs aspects des reconfigurations rapides de la légitimité dans la ville. L'article examine tout d'abord le moment de mise en vulnérabilité d'ATT, puis revient sur les opportunités offertes par la crise elle-même à une série d'acteurs sociaux. Nous nous concentrons ensuite sur les usages de la violence et de la rue à Bamako pour mieux saisir les tests tactiques et affrontements entre protagonistes de la crise. Mais si la rue est le site de prédilection des acteurs les plus mobilisés, des formes d'autocensure, de rumeurs et d'attentisme se manifestent dans la vie quotidienne et renvoient à des usages stratégiques de la rumeur comme de la prudence quant aux formes les plus politisées d'expression. Sous cet aspect, les récits qui circulent, leur instabilité, ne doivent pas être pris comme un obstacle à l'analyse mais comme un marqueur très utile des luttes de sens et des affrontements – à la fois tactiques et moraux – qui se déploient.

2. Ce choix est également motivé, bien que dans une moindre mesure, par les terrains des auteurs : J. Gavelle était à Bamako pendant l'essentiel de l'année 2012. J. Siméant a mené une série d'enquêtes à Bamako, par phases entrecoupées, entre fin 2008 et avril 2011. L. Traoré se trouvait à Bamako de février à mai 2012. Nous avons par ailleurs travaillé sur les médias maliens en ligne (journaux, vidéos...) et avec l'aide d'observateurs locaux qui ont contribué à nos observations et que nous remercions, en particulier A. S. Ouologuem.

QUAND LE POUVOIR APPARAÎT NU À BAMAKO: JANVIER-MARS 2012

Trait classique des crises politiques, plus qu'une perte de soutien en amont, c'est bien le comportement d'un pouvoir à l'égard de ce qui le bouscule qui peut révéler sa faiblesse de manière décisive. La délégitimation du régime d'ATT se condense véritablement dans les mois de janvier-mars 2012. Si elle est en partie liée à la situation au Nord, c'est bien à Bamako qu'elle se joue. Si les griefs sur lesquels elle s'appuie renvoient à une période antérieure à janvier 2012 (corruption, impuissance au Nord, situation économique dégradée...), c'est bien dans le temps court que ces reproches sont mobilisés par les putschistes puis par ceux qui les soutiennent. Il serait donc trop facile d'écrire après coup que les événements étaient «prévisibles»³.

Le succès relatif des offensives de la rébellion dès janvier 2012, dans des localités du Nord du pays, fragilise bien sûr le pouvoir. L'absence de communication du gouvernement sur la situation réelle et les actions de l'armée fait naître l'inquiétude, alors que se succèdent, au nom de la préservation de la vie des civils, les «replis stratégiques» (qui mèneront à la prise par les rebelles de Ménaka le 1^{er} février, et de Tessalit le 10 mars). À cela s'ajoute le massacre d'Aguel'Hoc le 24 janvier 2012, soit l'exécution sommaire, notamment par égorgement, d'environ quatre-vingt soldats maliens faits prisonniers lors de la prise de la ville par les rebelles touaregs du MNLA (Mouvement national pour la libération de l'Azawad) et des membres du groupe islamiste armé Ansar Dine. Les images de cadavres, reprises par certains médias et qui ont largement circulé sur internet, n'ont alors pas encore été authentifiées, mais elles font l'objet d'intenses conversations et interpellent civils comme militaires, surtout les hommes de rang destinés au front. Elles alimentent des jugements récurrents sur la cruauté présumée des rebelles touaregs – même si, selon des ONG, l'armée malienne aurait elle aussi commis des crimes de guerre au début 2012.

3. Même si la légitimité d'ATT fut éprouvée lors de son second mandat : un abstentionnisme estimé à 74 % lors de la présidentielle contestée de 2007, et des affaires de corruption qui se diffusaient régulièrement. Parmi les polémiques les plus citées, l'affaire « Air cocaïne », le retrait de la réforme du code de la famille suite à une forte mobilisation ou encore l'affaire dite « *bee b'i ba bolo* » lors du discours du 8 mars 2008. S'adressant ce jour-là aux femmes, le président ATT employa cette expression que l'on peut traduire littéralement par « chacun est dans les bras de sa maman » et qui signifie que les parents sont responsables de l'éducation des enfants. L'expression fut jugée inappropriée au regard de son contexte d'énonciation, et des exégèses linguistiques sur son emploi approprié furent le support à des attaques politiques par lesquelles ATT fut accusé de désigner les femmes comme responsables de la déliquescence de l'éducation au Mali. L'expression étant employée également dans le traditionalisme comme l'équivalent sur le champ de bataille de « chacun pour soi et Dieu pour tous », on considéra qu'elle fut métaphoriquement un aveu présidentiel de l'échec de l'État.

Ces faits connus font l'objet de rumeurs dans des conversations bamakoises mais aussi dans les médias privés et les forums internet. Elles portent sur l'incapacité de l'armée, mais également sur la complicité du président de la République. Déjà, le non-désarmement des combattants touaregs (re)venus de Libye à la suite de la chute de Mouammar Kadhafi, pour lequel ils avaient combattu, et l'accueil de certains de leurs chefs au palais présidentiel de Koulouba en décembre 2011, avaient été dénoncés comme une faiblesse. Parmi les théories du complot qui circulent, l'une d'elles affirme que le président a misé sur la crise au Nord pour perpétuer son pouvoir malgré l'approche des élections – notoirement mal organisées et dont le calendrier semble incertain. Le fait de ne pas avoir endigué les trafics en tous genres (otages, drogue, armes) au Nord est mobilisé comme l'indice d'une participation active aux trafics des proches du pouvoir, voire du couple présidentiel lui-même. La gestion de l'affaire « Air Cocaïne⁴ » en est une illustration, tout comme la rumeur selon laquelle la première dame aurait été trouvée en possession de billets tracés dans le cadre des rançons versées pour la libération d'otages européens au Nord⁵. Enfin, la lenteur de réaction du président après le massacre d'Aguel'Hoc, qui n'intervient publiquement que plusieurs jours plus tard et après l'agression de plusieurs Touaregs à Bamako et à Kati, pour appeler à ne pas faire l'amalgame entre la communauté touarègue et les rebelles, et sans évoquer le sort des soldats exécutés et de leurs familles, est dénoncée comme preuve de soutien à la rébellion.

La manifestation des femmes de militaires de Kati ne fait pas que reprendre ces arguments. Elle constitue un moment clef de la période de janvier-mars 2012. Rejointes par des mouvements de jeunes, elles réclament plus de transparence sur la gestion du conflit et une meilleure prise en charge des troupes. Si ce sont en majorité des femmes qui marchent, la logistique (véhicules d'accompagnement par exemple) montre qu'elles ont le soutien de leurs époux. Après trois jours consécutifs de marches (du 31 janvier au 3 février), de slogans virulents (comme cette pancarte « À bas ATT assassin de nos soldats ») et de violences de rue (pneus brûlés et pillages), le président annonce qu'il va les recevoir. La rencontre, organisée le lendemain, filmée et

4. Soit l'atterrissage, puis la destruction par incendie dans le Nord du pays en 2009 d'un Boeing 727 supposé avoir transporté de la cocaïne – et qui aurait bénéficié de protections en haut lieu.

5. Collecter des rumeurs ne signifie pas que l'on réifie leur véracité ou leur emprise. Mais on peut attester qu'elles ont circulé, l'immersion ethnographique permettant de juger comme typiques et récurrentes plusieurs de ces rumeurs tout autant que la manière dont elles préemptent et délimitent des arguments repris ensuite, par exemple dans les conversations de grins ou les forums internet et leurs commentaires anonymes.

retransmise à la télévision⁶, est d'une grande violence verbale malgré la suppression manifeste de plusieurs séquences au montage. Sacrifiant certes aux formules de politesse convenues, les femmes interpellent ATT. Elles vont jusqu'à rapporter des rumeurs de complicité du président : « Cette affaire [...] selon laquelle de l'argent a été donné aux rebelles, est-ce un mensonge ou est-ce la vérité ? Dieu seul le sait... », « Au lieu de donner de l'argent aux rebelles pourquoi ne pas le dépenser dans des armes à donner à tes gens [soldats] ?⁷ ». Cette marche des femmes, pratique supposée marquer le caractère de gravité d'une situation⁸, est d'autant plus vécue comme un moment clef que là encore une rumeur a circulé auparavant : les manifestantes allaient marcher nues sur Koulouba. Dans une société où retenue et vergogne imprègnent les normes de comportement, la malédiction de la femme outragée qui s'expose nue face à son débiteur tout en le maudissant renvoie là encore à la possibilité d'un scandale qui couvrirait de honte les destinataires de la protestation. L'image d'un président vulnérable interpelle.

C'est à nouveau à Kati que va se jouer un autre basculement, alors que les militaires du camp annoncent leur intention d'organiser une marche le 22 mars 2012. La réaction du pouvoir est classique face à l'annonce d'une marche porteuse de confrontation : essayer de la désamorcer voire obtenir son annulation par une rencontre avant qu'elle ne se tienne. Le 21, à l'occasion de la visite du ministre de la Défense à Kati visant à apaiser les militaires, ces derniers se mutinent. Dans la soirée, la mutinerie se transforme en coup d'État. Au petit matin du 22 mars, le capitaine Amadou Haya Sanogo annonce à la télévision nationale, l'ORTM (Office de radiodiffusion télévision du Mali), la fin du régime du président ATT et la création du Comité national de redressement de la démocratie et de restauration de l'État (CNRDRE), désormais au pouvoir. Face au sentiment d'impréparation que donnent à voir les visionnages des interventions télévisées de la junte, ou encore le statut très mineur dans la hiérarchie militaire des hommes de rang et sous-officiers à l'origine du coup d'État, déclenché à moins d'un mois de la présidentielle, il est difficile de ne pas penser que ce putsch tenait autant de la mutinerie allant s'enhardissant que du complot soigneusement ourdi. Mais tout se passe

6. Vidéo publiée en ligne le 4 février 2012 : <www.youtube.com/watch?v=8iAgnp8Iw_k>, consultée le 8 janvier 2013.

7. Traduit du bambara par L. Traoré.

8. C'est ainsi qu'elle est évoquée lors de récits de mobilisations. Sur cette pratique, attestée au Mali en 1991 et le 22 août 1997, mais toutefois assez rare, voir O. Rillon, *Mobilisations féminines face à la crise au Mali, de la fin des années 1970 à l'instauration de la Troisième République*, mémoire de M2 d'Histoire de l'Afrique contemporaine, Paris 1-Panthéon Sorbonne, 2007, p. 45.

comme si la délégitimation brutale provoquée par la faiblesse du régime devant la mutinerie puis le putsch du 22 faisait écho à cette vulnérabilité manifeste du président depuis la fin janvier.

CE QU'UNE CRISE PERMET DE FAIRE

La mobilisation de Kati semble tout d'abord typique de ces coups d'État qui comportent une forte dimension de classe. Le capitaine Sanogo, malgré une formation aux États-Unis, n'est « qu'un » capitaine et un béret vert (c'est-à-dire représentant l'armée de base en opposition aux bérets rouges qui constituent la garde rapprochée, d'élite, d'ATT), et un instructeur plus qu'un individu au fort prestige militaire. Cela rapproche ce coup d'État de ceux qu'évoque Jimmy Kandeh⁹ : provoqués par des militaires « du bas », tout autant symptômes que reflets de la faiblesse de l'État et de son incapacité à éradiquer la pauvreté.

Comment comprendre alors les ralliements à la junte et la capacité de cette dernière à mobiliser ? Que veut dire s'enthousiasmer pour la junte ? Le comprendre suppose d'envisager les possibles qu'ouvre cette crise – comme toutes les crises, en ce qu'elles rebattent le jeu des ouvertures sociales et politiques.

La junte est très vite soutenue par des associations et des acteurs politiques connus pour leur virulence critique mais peu influents dans le jeu politique précédent. Les arguments du CNRDRE reprennent largement la rhétorique des opposants de longue date au régime déchu, et particulièrement du petit parti de la Solidarité africaine pour la démocratie et l'indépendance (Sadi)¹⁰ d'Oumar Mariko, la seule opposition parlementaire à ATT, et pour qui le coup d'État reprend les aspirations du peuple. Bon nombre de petits partis s'étaient alignés, dans la perspective de la présidentielle qui s'annonçait, sur les partis ensuite décriés par la junte. Avec l'inversion des rapports de force, plusieurs rallient la junte et adoptent son discours, y voyant notamment une occasion d'ascension politique¹¹. La majorité de ces acteurs se retrouve alors dans la Coordination des organisations patriotiques du Mali (Copam). Chacun ayant

9. J. Kandeh, *Coups from Below: Armed Subalterns and State Power in West Africa*, New York, Palgrave Macmillan, 2004.

10. Ce parti n'est cependant pas groupusculaire, au sens où il bénéficie d'une poignée d'élus à l'Assemblée nationale, dont Oumar Mariko qui en fut vice-président, et dispose par ailleurs du réseau de ses radios (Kayira) pour relayer les thématiques de son parti dans tout le pays.

11. Notamment Younouss Hamaye Dicko dont le parti (RDS) s'était déclaré soutien de la candidature de Soumaïla Cissé et Mamadou Gakou dont le parti (COPP) avait soutenu Modibo Sidibé, ancien Premier ministre d'ATT.

d'abord créé son propre mouvement avant de s'y regrouper (le MP22¹² autour du Sadi par exemple), cela aboutit à une surévaluation des associations de soutien à la junte tout en permettant à ces acteurs de souligner avec plus ou moins d'intelligibilité les nuances entre leurs ralliements.

En dehors des soupçons de démarche intéressée qui pèsent sur certains ralliements, on doit aussi garder à l'esprit la prégnance du référent sankariste dans ce milieu pour comprendre cet enthousiasme initial envers un jeune officier se disant intègre. Lors de la conférence de presse du MP22 tenue le 26 mars au siège de la radio Kayira, Mamadou Bakayogo, son président, évoque une « révolution sociale dialectique » et non un coup d'État, et Oumar Mariko, familier de la référence à 1991 – dont il fut un des principaux leaders étudiants – affirme « nous sommes fiers d'accompagner ce mouvement pour que tout ce qui n'a pas pu se faire en mars 1991 puisse se faire ». Il en appelle à la lutte contre la corruption et à des élections incontestables, une minute de silence est observée en mémoire des « martyrs du 26 mars 1991 » et des soldats tombés au front actuel. Aux informations télévisées du même jour, on entend par exemple les associations des femmes et des jeunes des camps (militaires) annoncer leur soutien au CNRDRE ou encore un représentant de l'Association malienne des droits de l'homme dire « comprendre » le bien-fondé de l'action des putschistes.

La chute du régime est aussi l'occasion de se faire entendre pour des jeunes gens mécontents, et ceci aussi bien en ce qui concerne des groupes déjà existants que d'autres qui vont se former pour l'occasion. On retrouve ainsi le Mouvement des Sans voix, mené par Tahirou Bah¹³, du moins dans le soutien des tout débuts du CNRDRE, qui affirme : « Le coup d'État du 22 mars 2012 était un rêve du peuple malien que les militaires ont transformé en réalité¹⁴ ». Il s'agit là encore d'un groupe qui gravitait, fut-ce avec des critiques à l'égard d'Oumar Mariko, dans l'orbite de la radio Kayira et du Sadi. On a, ce faisant, le sentiment de retrouver, bien que de façon non systématique, la petite mouvance altermondialiste : Aminata Dramane Traoré, des membres du Sadi parvenus à la tête de la Coalition des alternatives africaines Dette et

12. Mouvement Populaire du 22 mars (MP22), créé par Oumar Mariko, il regroupe entre autres le Sadi et les partis et associations qui lui avaient apporté leur soutien pour l'élection présidentielle avortée.

13. Un enseignant en histoire connu des milieux altermondialistes, auteur d'un ouvrage publié en France grâce à ses quelques relais internationaux, et qui constitue un réquisitoire très argumenté sur les maux du Mali, qu'il s'agisse de la corruption, du Nord, des pratiques sous le régime d'ATT, de la spéculation foncière, de Huicoma, des migrants... Voir T. Bah, *Mali: le procès permanent*, Paris, L'Harmattan, 2010.

14. J.-P. Rémy, « Bamako, les putschistes maliens, isolés, jouent leur survie », *Le Monde*, 27 mars 2012.

Développement (CAD Mali), une organisation centrale de développement et de plaidoyer, le journal *San Fin* de Mohamed Tabouré...

Dans ces ralliements rapides, et pour certains vite déçus, il serait imprudent de ne voir que l'opportunisme de marginaux politiques, ou plus exactement il faut prendre au sérieux la très forte idéologisation de certains de ces groupes, comme le Sadi, dont il n'est pas exclu que les leaders aient pensé avoir trouvé en Sanogo l'homme fort qui réaliserait leurs souhaits. Il ne faut pas non plus négliger, aussi bien en ce qui concerne ces ralliements enthousiastes que dans le cas de ralliements plus tardifs ou moins visibles, la force de la thématique nationaliste, et ceci quel que soit le degré de politisation des citoyens.

C'est ainsi qu'un groupe de jeunes hommes de milieux économiques modestes forment sous l'impulsion d'un ancien syndicaliste étudiant une association baptisée *Yerewolo Ton*¹⁵ qui se veut un mouvement éphémère où l'appartenance à d'autres associations est admise¹⁶. Ces derniers s'engagent moins auprès du CNRDRE, qu'ils ne se réjouissent d'une nouvelle possibilité de *kokajè*¹⁷ (entendu ici comme épuration des réseaux et mécanismes de corruption et de détournement), de «renouveau» et d'aboutissement de la révolution de 1991. C'est aussi l'occasion pour eux de s'exprimer publiquement et de faire entendre leur soif d'affirmation et de transformation politique, caractéristique des aspirations des jeunes hommes urbains¹⁸. Les slogans choisis par les membres du *Yerewolo Ton* appellent significativement à un Mali nouveau (*mali kura*) ou saluent le nouveau patron (*patron kura nana*), autant d'expressions qui ne sont pas sans faire écho au *An te korolen fe, fo kura* («Nous ne voulons plus du vieux, mais du neuf»), le slogan central de 1991 – ce qui les pousse d'ailleurs à regarder avec suspicion l'Assemblée nationale, symbole de l'ancien régime, lieu possible d'une «restauration».

C'est que ce coup d'État apparaît également comme un possible moment de redistribution des «chances de vie», phénomène typique des processus par lesquels l'espoir peut être placé simultanément dans la jeunesse et dans l'armée, et par l'une dans l'autre. La colère des petits militaires peut d'autant

15. En bambara, de *yeré* (même), *wolo* (naître) et *ton* (groupe, association), traduit par eux-mêmes comme «les dignes fils du Mali», bien que la traduction la plus rigide correspondrait plutôt à un registre de l'authenticité et de l'origine noble/libre et légitime, voir G. Dumestre, *Dictionnaire bambara-français*, Paris, Karthala, 2011.

16. Début juin, le leader définit le *Yerewolo Ton* comme «un ensemble d'associations dont certaines sont membres de la Copam».

17. Littéralement : Laver pour rendre blanc, propre. Le terme fut central dans le lexique de 1991, et souvent assimilé à un équivalent sahélien de ceux de *perestroïka* et de *glasnost* qui faisaient alors florès.

18. Sur la jeunesse et son rôle ambivalent dans les mobilisations, voir J. Abbink et I. van Kessel (dir.) *Vanguard or Vandals: Youth, Politics, and Conflict in Africa*, Leiden, Brill, 2005. On évoque ici aussi bien les jeunes diplômés que les peu (ou non) scolarisés.

plus facilement entrer en résonance avec celle des villes que l'ancrage des soldats est avant tout urbain, et qu'il est toujours bienvenu d'avoir un militaire dans sa famille¹⁹. Plus que l'opportunisme, au sens le plus matériel du terme, comme clef d'interprétation des ralliements, ce qu'il faut prendre au sérieux ce sont les opportunités qu'ouvre la crise : elles sont indissolublement morales et matérielles.

Or les crises politiques, et le Mali n'a ici rien de spécifique, sont l'occasion de déployer des discours qui tirent de l'effondrement politique le diagnostic d'un effondrement moral, et appellent à une refondation. Qui travaillait sur le Mali avant le putsch ne pouvait d'ailleurs s'empêcher de rester pensif devant une société à ce point travaillée par l'expérience de l'arbitraire administratif, par les écarts croissants de richesse, par l'idée d'une grandeur et d'une autonomie perdues ou menacées, et par une aspiration, inégalement formulée, à une réforme morale, que celle-ci trouve à s'exprimer dans l'islam, le nationalisme, les revendications d'autonomie, au Nord, ou des formes diverses de réinvention d'une authentique culture malienne voire africaine. Les revendications d'Aminata Dramane Traoré en faveur d'une conception malienne de l'humanité (*maaya*) n'équivalent assurément pas aux prêches de Cherif Ousmane Madani Haïdara, d'Ansar Dine²⁰ critiquant les puissants corrompus, pas plus qu'elles n'équivalent à la critique de la corruption par les rappers du groupe Tata Pound dans « Monsieur le maire », à la chanson « kokajè » d'Aïssata Sarr dans la série télévisée du même nom, aux émissions enflammées de Radio Kayira, au succès du refrain « Mali ka di²¹ » dans les mariages ou enfin aux élans du réformisme wahhabite et au sentiment d'attendre via ce dernier une forme propre de modernité²². Il reste que tous ces discours pointaient des maux de la société malienne, et condensaient certaines aspirations qui s'y déployaient. Si toutes n'ont pas trouvé de traduction politique, le « consensus » y est pour beaucoup. Le terme ne se résume pas au consensus pratiqué et revendiqué sous la présidence d'ATT, et qui consista à digérer la

19. Sur ces questions, voir entre autres M. Debos et J. Glasman, « Politique des corps habillés. État, pouvoir et métiers de l'ordre en Afrique », *Politique africaine*, n° 128, décembre 2012, p. 5-23.

20. *Défenseurs de la religion* en arabe. Association distincte, bien qu'homonyme, du mouvement salafiste d'Iyad Ag Ghali, partie prenante du conflit au Nord du pays. Voir G. Holder, « Chérif Ousmane Madani Haïdara et l'association islamique Ançar Dine. Un réformisme malien populaire en quête d'autonomie », *Cahiers d'Études africaines*, n° 206-207, 2012, p. 389-425.

21. « Le Mali, on y est bien/c'est bien ».

22. D'autant plus séduisante, par exemple pour des jeunes wahhabites en milieu urbain, que cette modernité-là ne semble pas préemptée par l'Occident, et qu'elle permet de penser le lieu de la moralité en dehors de l'État, comme dans le commerce international, etc. Voir, par exemple, B. Soares, « Islam in Mali in the Neoliberal Era », *African Affairs*, vol. 105, n° 418, janvier 2006, p. 77-95.

presque totalité de l'opposition par l'extension de la rente clientélaire²³. Comme le rappelle à très juste titre Alexis Roy, c'est tout au long du XX^e siècle que s'observent au Mali des discours de dominants «qui mettent en avant l'idée que la société malienne serait unitaire, homogène et consensuelle²⁴», contribuant à faire du consensus un véritable «texte public», au sens avancé par James Scott.

Que ces discours voient leurs auteurs trouver la confirmation de leur pertinence après le putsch n'a rien d'étonnant. Il permet aussi de comprendre les positionnements des uns et des autres, et la façon dont des acteurs religieux vont tenter de promouvoir leurs intérêts en se posant comme des recours moraux, de médiation, voire d'apaisement. Le Haut Conseil islamique (HCI), en particulier son président d'orientation wahhabite, sont très vite reçus par la junte et entreprennent des médiations au Nord. Mahmoud Dicko soutient au mois d'août le Premier ministre Cheikh Modibo Diarra. La création d'un ministère des Affaires religieuses est interprétée *a minima* comme la marque des progrès de l'influence wahhabite, voire dans certains cas comme un «deal²⁵». En septembre et à l'occasion des revendications islamistes au Nord, le HCI accepte le débat autour de l'application de la charia au Mali. Il reste que même au sein de l'espace religieux se jouent des concurrences qui attestent du caractère non inéluctable de la «montée» wahhabite²⁶: lorsque l'anti-associationnisme²⁷ des wahhabites tels que Mahmoud Dicko fait hésiter ce dernier à condamner officiellement la profanation des mausolées de Tombouctou, des protestations indignées s'élèvent de la part de leaders musulmans d'obédiences différentes. Cherif Ousmane Madani Haïdara et Cheick Soufi Bilal (guide des soufis), également membres du HCI, font pression pour que le président de la structure se prononce quelques jours plus tard.

Bref, au-delà des militaires de Kati, le crédit accordé à la junte à ses débuts par de larges segments de la population doit être pris au sérieux. Peu s'émeuvent de la chute d'ATT, et dans un contexte où les défaites militaires sont vécues comme bafouant la dignité du pays, les promesses de la junte de sauvegarder

23. V. Baudais et G. Chauzal, «Les partis politiques et l'"indépendance partisane" d'Amadou Toumani Touré», *Politique africaine*, n° 104, décembre 2006, p. 61-80.

24. A. Roy, *Histoire des représentations paysannes au Mali. Pouvoirs politiques et syndicaux et privatisation de la filière cotonnière*, Thèse d'anthropologie sociale et ethnologie, EHESS, 2012, p. 537.

25. C. S. Soumaré, «Mahmoud Dicko pris la main dans le sac: du mensonge à la tromperie», *Maliweb.net*, 10 septembre 2012. *Les Échos* écrivaient en septembre 2012 que le soutien de C. M. Diarra au meeting s'était chiffré en centaines de milliers de CFA, voir «Meeting du HCI: un généreux bailleur», *Les Échos*, 4 septembre 2012.

26. Sur la diversité des élaborations religieuses du politique, voir F. Bourdarias, «Constructions religieuses du politique. Aux confins de Bamako (Mali)», *Civilisations*, vol. 58, n° 2, 2009, p. 21-40.

27. Qui consiste à refuser que soient associés d'autres dieux ou êtres à Dieu – la profanation de la tombe de saints soulevant la question.

l'intégrité du territoire peuvent séduire. La prégnance de l'affirmation nationaliste peut donner, bien au-delà du petit monde anti-impérialiste, des raisons de craindre les interventions extérieures, voire de s'y opposer au début, dès lors que la déstabilisation du Mali a aussi à voir avec les bouleversements régionaux de ces dernières années.

Mais le crédit concédé dès le départ à la junte est volatil. Une série de dates et de seuils temporels jouent sur l'évolution des jugements vis-à-vis d'elle et du gouvernement provisoire. Ce temps est d'abord celui des commémorations: la fin mars est habituellement au Mali un moment de forte mobilisation sociale à la date anniversaire de la « révolution » du 26 mars 1991, c'est-à-dire de la chute de la dictature de Moussa Traoré suite à des manifestations civiles et au « martyr²⁸ » de femmes et de jeunes en particulier, ainsi qu'à l'intervention d'un militaire, le lieutenant-colonel ATT. Ce précédent joue en faveur de la junte et permet de parier sur un nouveau militaire qui remettrait de l'ordre. D'un autre côté, le sommet extraordinaire de la Cedeao organisé le 29 mars, qui impose une série de sanctions contre le capitaine Sanogo et le Mali, ne fait que confirmer la thèse anti-impérialiste de l'ingérence et radicalise les soutiens de Sanogo. Et de l'accord-cadre issu de la médiation burkinabè le 6 avril, les partisans du capitaine retiendront surtout le seuil temporel des 40 jours, durée de l'intérim de la présidence de la République accordé à Dioncounda Traoré (président de l'Assemblée nationale et ex-candidat du parti Adema [Alliance pour la démocratie au Mali] à l'élection présidentielle) selon la constitution de 1992 toujours officiellement en vigueur. Ce seuil constituera un point de convergence des pro-junte, encouragés en ce sens par les déclarations du capitaine Sanogo, et c'est dans la rue que se manifesterà avec violence le sens donné à ce point d'appui temporel.

TESTS TACTIQUES : LA RUE, LA FORCE, LA MOBILISATION

Dans cette période d'incertitude, le recours à la violence et à la rue influe sur les perceptions du jouable et du dicible. Il contribue à mesurer le crédit des protagonistes, leurs capacités de mobilisation, à augmenter la prudence des uns et les prétentions à la légitimité des autres, ou encore leur volonté de reprendre la main.

La rue est ainsi le théâtre de mobilisations croisées visant à montrer ses soutiens (inégalement spontanés et enthousiastes, inégalement encadrés et contenus). Elle est aussi le lieu d'une possibilité omniprésente de la violence,

28. Terme récurrent pour évoquer les morts lors des mobilisations de l'époque.

moins de l'ordre du débordement aveugle que du laisser-faire. Les marches – qui, depuis l'Indépendance²⁹, oscillent entre outil de la contestation et de la mobilisation par le pouvoir –, meetings en plein air, pillages et violences de rue, ou sit-in, plus proches d'ailleurs de l'occupation de rue, se succèdent. Certains meetings, par exemple au Centre International de Conférences de Bamako, sont l'occasion de marches à leur issue vers le stade du 26 mars, la Primature ou Koulouba. Le degré de violence verbale et physique est inégal selon les marches, mais le risque d'exposition est prégnant. Au point que les membres du FDR³⁰ choisiront de concentrer leurs protestations dans l'enceinte de la Bourse du travail, lieu historique de la transition de 1991, car, se voulant incarner la qualité d'opposants, ils sont à la fois moins nombreux et plus menacés par les violences physiques.

La marche de soutien de la Convergence patriotique pour la défense du Mali (pro junte) rassemble le 28 mars plusieurs milliers de personnes. On entend dans la foule : « Nous allons tuer ceux qui ont été arrêtés. Non nous n'allons pas les tuer, mais plutôt les humilier. Mais non, ce sont les nobles qui ont honte et non ces gens-là, qui viennent même après les castes. » Puis, à un journaliste blanc : « Hé toi ! Écris : À bas la France ! À bas RFI ! À bas la Cedeao ! À bas Sarkozy ! Nous sommes un État indépendant ». Les slogans ne sont pas tous aussi insultants que les *faforow*³¹ lancés à l'adresse d'ATT et à ses ministres, mais témoignent de la combinaison des thématiques hostiles à l'ancien pouvoir et à la communauté internationale : « À bas les faux généraux, pas de favoritisme » ; « Allah ni tié, Sanogo ni tié (Dieu Merci, Sanogo Merci) » ; « À bas Alassane Ouattara ne tue pas notre peuple. Aide-nous plutôt à combattre la rébellion » ; « Non à toute intervention militaire au Mali, non au retour d'ATT, et à bas l'ingérence des Occidentaux » ; « Plus besoin de dirigeants prêchant de belles paroles à travers des discours pompeux, cousus de langages corrompus » ; « CNRDRE réglez la crise du Nord³² ».

Parmi les formes de mobilisation s'observent des tentatives de rassembler en nombre sur un registre qui se veut plus neutre, celui de l'unité nationale et de la réconciliation. C'est le cas dans l'immédiat après-putsch, lors du meeting religieux interconfessionnel tenu au stade Modibo Keita le 31 mars,

29. Voir la thèse en cours de O. Rillon, ainsi que J. Siméant, « "Oh no! Let's March but not Riot!" Street Protests in Bamako During the Years 1992-2010 », *European Conference on African Studies*, Uppsala, 17 juin 2011.

30. Front du Refus fondé par un regroupement de partis politiques pour la majorité affiliés d'une manière ou d'une autre à ATT (notamment par l'occupation de ministères, la nomination à des postes à responsabilités, le soutien du candidat ATT à l'élection présidentielle de 2007).

31. Littéralement : sexe de ton père, insulte gravissime.

32. Observations directes faites par A. S. Ouologuem.

qui rassemble 25 000 personnes selon l'AFP, et appelle toutes les parties à la retenue et au dialogue. Ces marches à vocation plus consensuelle s'observent aussi avec le Collectif des ressortissants du Nord (Coren) ou le CNJ (Conseil national de la jeunesse) qui organisent une marche le 10 avril au stade Modibo Keita. Elles marquent le choix d'un registre légitimiste : il s'agit de se définir collectivement comme de bons citoyens et non comme affiliés aux rebelles. Même dans ce registre neutre et consensuel, ces mobilisations sont des tests de la capacité à mobiliser et peuvent entrer en concurrence (le meeting religieux du 31 mars se tient le même jour qu'un meeting pro-CNRDRE), ou avoir un objectif non avoué de soutien à des personnalités politiques. Ainsi, nombre de musulmans se rendent au meeting du HCI du 12 août : en plein mois de Ramadan, l'appel à se rendre au stade du 26 mars par toutes les obédiences musulmanes est vécu comme relevant de l'obligation religieuse. Mais le rassemblement est en fait destiné, d'après les organisateurs, à soutenir le Premier ministre Cheikh Modibo Diarra, à condamner la situation au Nord et à dénoncer le régime d'ATT.

Le *Yerewolo Ton* constitue une des formes les plus remarquées de la mobilisation bamakoise. Dans les semaines suivant le coup d'État, ses membres décident d'occuper l'entrée de l'Assemblée nationale jusqu'à ce que celle-ci soit dissoute. Obstruant tantôt le passage puis le libérant pour mieux se confronter aux députés, ils lancent invectives et protestations systématiques à leur passage. Ils donnent ainsi à voir une contestation permanente, par ailleurs inconfortable, qui tranche avec certains regroupements et associations de circonstance qui ne se déploient qu'épisodiquement et au gré des enveloppes attribuées³³. Bien que les jeunes du *Yerewolo ton* emploient des insultes largement considérées comme condamnables, les commerçants du marché face à l'Assemblée leur apportent régulièrement des contributions modestes, telles que des plats de riz ou de petites sommes d'argent, parfois symboliques, pour soutenir ouvertement le mouvement. *A contrario*, certains marchands, ne souhaitant pas s'exposer, préfèrent envoyer un enfant pour remettre leur obole. Suite aux donations croisées de quelques marchands plus aisés, l'association affrète une camionnette avec un mégaphone. Le véhicule sillonne la ville en lançant des slogans improvisés et les badauds, selon leur appréciation des événements, applaudissent ou conspuent les jeunes à bord. Les rumeurs ne manquent pas de souligner que le matériel de sono du *Yerewolo Ton* ne pouvait

33. Sous cet aspect, le groupe n'est pas sans évoquer des formes comparables de prise simultanée de l'espace urbain et de la parole, mobilisant, fut-ce avec virulence, des débats sur la vertu civique. Voir à ce propos R. Banégas, F. Brisset-Foucault et A. Cutolo, «Espaces publics de la parole et pratiques de la citoyenneté en Afrique», *Politique africaine*, n° 127, octobre 2012, p. 5-20.

qu'avoir été financé par une tierce personne de premier plan. Les soupçons se portent en particulier sur Oumar Mariko, dont la radio relaie et encourage la mobilisation du groupe. Les nuances dans les réseaux labellisés comme pro-putschistes étant peu lisibles, l'émergence de nouveaux groupes et son interprétation tend à être renvoyée à des groupes déjà existants, portés par des figures connues, à l'assise économique stable.

Un cap est franchi avec l'agression physique du président de la République par intérim Dioncounda Traoré. Le 21 mai, des manifestants, chauffés à blanc par le seuil des 40 jours d'intérim du président (un seuil copieusement érigé en moment test par les radios pro-CNRDRE), défilent en portant un cercueil en carton sur lequel est inscrit le nom de Dioncounda Traoré, ou des pancartes intitulées « Dégage » avec les visages d'ATT et de Dioncounda Traoré barrés. Des jeunes du cortège, que les forces de l'ordre laissent faire, montent à Koulouba, et agressent violemment le président dans son bureau.

Le recours à la force n'est pas l'apanage des seuls manifestants de rue. Les hommes du capitaine Sanogo en font également usage lors d'arrestations ciblées et répétées de potentiels opposants à la junte, civils comme militaires. Le soir du 21 mars, les mutins se rendent aux domiciles des ministres du dernier gouvernement d'ATT pour piller les intérieurs, voler les véhicules 4x4 et arrêter, ou tenter d'arrêter, les intéressés afin de les retenir à Kati. Plusieurs candidats à la présidentielle avortée subissent le même sort, notamment Modibo Sibidé, Soumaila Cissé, Jeamille Bittar. Ces exactions sont parfois moins issues d'ordres directs venant des putschistes que de l'initiative d'une jeune garde prétorienne prête à soutenir leur fief katois ou à se distinguer par son zèle. Ainsi de jeunes militaires initient d'eux-mêmes des représailles devant des articles de presse virulents à l'égard de Sanogo ou improvisent des coups de main de plus grande ampleur. C'est le cas de l'arrestation pendant quelques heures début juin du directeur de la maison d'arrêt centrale de Bamako, suspecté d'être à l'origine de négligence sanitaire vis-à-vis d'un prévenu considéré comme proche des putschistes.

Enfin, dans la nuit du 30 avril au 1^{er} mai, une contre-offensive (elle-même consécutive à de nouvelles rumeurs d'attaque en provenance de Kati) de plusieurs dizaines de bérets rouges – garde présidentielle et loyaliste – a lieu à Bamako. Les bérets verts défendent les zones de première importance acquises lors du putsch comme l'aéroport, le siège de l'ORTM et leur propre camp à Kati. Hormis les morts qui jonchent la rue attenante à l'ORTM, la riposte contre le camp « para », lieu de vie et de regroupement des bérets rouges, laisse un sentiment de violence sans précédent dans la population. Les récits des riverains du camp – certains ayant accueilli les familles des bérets rouges durant l'attaque – se diffusent dans Bamako et font état de morts

voire d'exécutions sommaires³⁴. Très vite se diffuse également la rumeur d'un charnier où seraient enterrés de nombreux corps de bérêts rouges ou de mercenaires ivoiriens et burkinabè, exécutés après leur interrogatoire. Au-delà de la violence elle-même, le conflit entre deux corps d'une même armée inquiète et redouble le sentiment d'insécurité tandis que la rébellion a pris le contrôle des villes du Nord depuis un mois.

C'est ce contexte de mobilisation, de violence et de division qui permet de saisir les fluctuations du dicible comme du crédit accordé publiquement à la junte. Il permet de mieux saisir les formes d'attentisme et de prudence qui se manifestent dans la capitale malienne.

ATTENTISME, PRUDENCE, AUTOCENSURES ET RUMEURS

En dehors des deux pôles du ralliement et du refus de la junte, la grande majorité de la population se tient à l'écart. Mais ce qui pourrait être pris comme un seul attentisme « du bas » recouvre plusieurs formes de prudence et d'autocensure observables à tous les niveaux de la société. Saisir les contraintes qui pèsent sur des discours (et leur circulation) au statut inégalement public, c'est aussi saisir un ordre politique en mouvement.

L'attentisme majoritaire a plusieurs significations. Il est d'abord dans la continuité d'une forme ordinaire et ancienne d'auto-exclusion du débat politique, l'image jusqu'alors démocratique du Mali ne devant pas faire oublier la réalité : celle d'un abstentionnisme extrêmement important, joint à un sentiment de compétence politique des groupes populaires d'autant plus faible qu'il se double d'une partielle exclusion linguistique (l'essentiel des discours politiques se sont tenus pendant des années en langue française) et de la quasi absence d'éducation populaire en matière politique. Cet attentisme-là n'est donc pas un seul effet de situation : il témoigne aussi d'une réalité du rapport au politique dans une grande part de la population malienne. Le degré d'extériorité aux enjeux politiques théoriques, l'appréhension majoritaire de la politique par l'angle clientéliste, définissaient déjà et de façon très majoritaire le rapport à la classe politique³⁵. La prudence à l'égard de ce qui pourrait être dit des puissants caractérisait nombre de façons ordinaires d'éviter d'« attirer

34. Ce qu'Amnesty International confirmera dans un rapport intitulé *Mali: « Nous n'avons plus revu nos compagnons de cellule »*. *Disparitions forcées et tortures de militaires et de policiers opposés à la junte*, Amnesty International Publications, 31 juillet 2012.

35. C. Fay, « La démocratie au Mali, ou le pouvoir en pâture », *Cahiers d'Études africaines*, vol. 35, n° 137, 1995, p. 19-53.

les ennuis sur soi», que l'on soit en haut ou en bas de l'échelle : si la parole publique était potentiellement et parfois réellement libre dans son registre critique, par exemple dans la presse, elle n'échappait pas toujours à des rétorsions.

Néanmoins, dans un contexte urbain comme celui de Bamako, les conversations, dans les grins³⁶ en particulier, sont très souvent politisées, et le degré de connaissance des acteurs du jeu politique peut être très élevé, même chez des hommes³⁷ ayant fait peu d'études. La tentative de lecture des alliances politiques peut par exemple renvoyer aux prospections ordinaires des réseaux de parenté et atteindre des degrés aussi sophistiqués que spéculatifs. Dans des grins plus nettement politisés, on va même jusqu'à discuter de catégories comme le *kokajé*. On peut donc observer des éléments de conversations politiques critiques qui sortent des seules et usuelles diatribes. Attentisme et incompétence ressentie ne se superposent donc pas entièrement.

La prudence est un autre aspect de ces autocensures. Ironie amère et quant à soi marquent les conversations privées, que l'on ironise sur les partis anti-putsch, « corrompus » et trop liés à la gestion désastreuse des affaires publiques sous ATT ; ou que l'on se dise pas dupe des ralliements pro-CNRDRE. L'expression de l'inquiétude se restreint au cercle des proches, ou sous forme anonyme dans les fils de discussion des journaux en ligne. Les communications téléphoniques s'avèrent tout à coup bien timides car beaucoup se considèrent écoutés. Même au grin, la prudence se développe ; comme en témoigne la façon dont l'approche d'un 4x4 aux vitres teintées peut figer les conversations, le temps que le véhicule passe son chemin. La parole dans certains bars n'est pas plus libre, comme l'ont découvert quelques Bamakois à leurs dépens³⁸. Un autre registre d'expression est celui de la « honte ». Cette référence revient fréquemment dans le discours de nos interlocuteurs, quels que soient leurs sentiments envers la junte et le gouvernement de transition : honte de la défaite militaire, de voir le pays coupé en deux sans riposte, de l'agression contre le président, de ce putsch « le plus bête du monde » puisque déclenché si

36. Forme omniprésente de rassemblement où quelques personnes discutent, regroupées par affinités, appartenance ou activités communes. Sur les grins comme lieu de politisation, voir S. Vincourt et S. Kouyaté, « Ce que "parler au grin" veut dire : sociabilité urbaine, politique de la rue et reproduction sociale en Côte d'Ivoire », *Politique africaine*, n° 127, octobre 2012, p. 91-108.

37. La discussion politique nous semblant majoritairement elle-même une affaire d'hommes, hormis quelques moments fugaces d'échange sur l'actualité politique lors des rassemblements de tontines, et parce qu'il y a peu de grins de femmes.

38. Un habitué d'un bar de soldats de Bamako ironise un soir sur les capacités du capitaine Sanogo, qu'il avait connu auparavant comme camarade de libations. Il se retrouve quelques heures plus tard face au même Sanogo, arrêté suite à une dénonciation. (Témoignage personnel, août 2012).

peu de temps avant une élection annoncée, et « qui nous ramène vingt ans en arrière »... S'il est difficile d'inférer un sentiment général de ce constat, dire « avoir honte », c'est montrer, surtout à l'égard d'observateurs extérieurs, que l'on reste un interlocuteur digne de ce nom, non comptable des maux que connaît le pays.

Là encore la dynamique des positions et des événements importe. Les jugements vis-à-vis du CNRDRE sont loin d'être figés. Même chez ceux qui se désolent du putsch, les promesses du capitaine Sanogo sont, au moins au début, prises au sérieux, ne serait-ce qu'au bénéfice du doute. Mais ces positions évoluent avec les événements et le vécu quotidien de la crise économique-politique. L'avancée des rebelles avec les prises de Kidal, Gao et Tombouctou successivement les 30 et 31 mars puis le 1^{er} avril, avancées permises par ce même putsch qui prétendait vouloir les arrêter, et le constat d'un pays coupé en deux, sont un choc. Même chez ses partisans, les critiques et l'impatience se font de plus en plus vives à l'égard de cette armée que l'on n'envoie pas au Nord (quand bien même elle est soupçonnée d'être incapable d'une reconquête). Les chansons des rappeurs, qui s'adressent à un public urbain, jeune et masculin, base potentielle de la junte, sont un bon indicateur de cette désillusion :

« Nous ne disons pas que nous n'avons pas aimé le coup d'État Capitaine, mais est-ce que le coup d'État pourra réparer quelque chose ?³⁹ » ;

« Tous les soldats maliens ont fui. [...] S'ils ne disent pas "nous n'avons pas d'armes", ils disent "nous n'avons pas de munitions" ; s'ils ne disent pas "nous avons faim", ils disent "nous ne sommes pas payés". [...] Tous les fuyards sont des lâches⁴⁰ ».

Qu'en est-il des positionnements publics ? Arriver à paraître neutre nécessite des efforts. Au-delà du découpage entre « pro » et « anti », au contenu réévalué en permanence, une tierce catégorie se révèle active au fil des semaines suivant le putsch. Il s'agit de ceux qui sont parfois qualifiés dans les grins politiques de « centristes », au sens d'une position d'« équilibriste » dans un jeu complexe.

Certains « groupes de la société civile »⁴¹ tentent de prendre une position de neutralité et cherchent les formules les plus équilibrées qui soient : en

39. Mylmo, « Couvre-feu », traduit du bambara par A. S. Oulougouem, <<http://mylmonsahel.skyrock.com>>, mis en ligne le 8 mai 2012.

40. Roberto Magic Sapeur, « Armée malienne bolila » (« L'armée malienne a fui »), traduit par L. Traoré, <www.youtube.com/watch?v=lyzaNhXWyaA>, mis en ligne le 4 octobre 2012.

41. Sur l'usage ou non du terme de société civile, on renvoie à J.-F. Bayart, citant R. Fossaert et pour lesquels « on retiendra donc ce concept de société civile comme désignant "la société par rapport à l'État [...] en tant qu'elle est immédiatement aux prises avec l'État" », voir J.-F. Bayart, A. Mbembe

n'adhérant pas au putsch ni en le condamnant mais, selon la formule récurrente, en «prenant acte» de l'événement⁴². Dans la sémantique institutionnelle locale, «prendre acte» d'un événement, d'une déclaration ou d'un fait quelconque est une façon de le valider tout en se posant en indépendance vis-à-vis de ceux qui en sont les auteurs. Bien que mettant en avant le rôle d'«accompagnement» de la société civile, il s'agit d'affirmer une attitude médiane en tentant de maintenir un accès ouvert aux positions antagonistes quand la situation ne permet que des projections incertaines sur la suite des événements.

Pendant de longues semaines, des représentants de la «société civile» tentent d'approcher les putschistes à Kati en espérant s'entretenir avec leur leader afin d'établir un dialogue de conseil, et se heurtent à un mur de défiance. D'un autre côté, ils invitent le FDR à leurs rencontres occasionnelles afin de soutenir cette image de neutralité. Des *maabaw* (personnes de haut statut) comme les chefs de quartiers, les descendants des fondateurs de Bamako ou des personnalités religieuses sont également conviés. Bien qu'un «aboutissement de 1991» soit évoqué par beaucoup, les organisateurs prennent soin de ne jamais affirmer leur inclination en faveur des putschistes. On peut ainsi caractériser la position de la CAD, pourtant proche du Sadi mais également dépendante des financements extérieurs.

Cette thématique d'un renouveau de la «société civile» (un lexique dont l'emploi est en lui même un outil de neutralisation politique) évolue au fil des mois. Au-delà de l'attente de voir s'éclaircir un jeu politique en recomposition, nombre de représentants d'ONG se retrouvent devant un dilemme insistant. D'une part la rupture de l'aide internationale en général et la suspension *de facto* du financement par les bailleurs extérieurs ont grevé les activités de leurs organisations. Il est alors délicat de s'aliéner des partenaires occidentaux en manifestant un quelconque enthousiasme vis-à-vis du coup d'État. D'un autre côté, l'État s'est réapproprié, depuis la Déclaration de Paris sur l'appui budgétaire en 2005, le contrôle d'une partie de la manne développementaliste

et C. Toulabor, *Le Politique par le bas en Afrique noire*, Paris, Karthala, 2008 (1^{ère} édition 1983), p. 67 : autrement dit, une société civile moins «contre» l'État qu'elle n'est «tout contre». Pour une critique de l'usage du terme au Mali mais une bonne description de ceux qui s'en revendiquent, voir A. Roy, «La société civile dans le débat politique au Mali», *Cahiers d'Études africaines*, n° 178, 2005, p. 573-584.

42. Ce positionnement est par exemple celui du Forum des organisations de la société civile dans ses déclarations officielles consécutives au coup d'État ou dans l'introduction à la rencontre sur la situation sécuritaire à Bamako qu'il organise le 14 mai.

en centralisant les subventions⁴³. Des montages consistant à créer des ONG et des associations de circonstance au travers de réseaux secondaires ont permis pendant des années d'extraire impunément des financements destinés aux projets de développement. Pour ces associatifs, le coup d'État ouvre une possibilité de négocier à terme le recouvrement d'une gestion plus autonome.

Éviter d'être associé à qui pourrait être stigmatisé: un phénomène comparable s'observe après l'agression violente sur le président par intérim. Les jeunes hommes violents vont alors devenir une figure repoussoir, dont la stigmatisation pourrait contaminer quiconque se montrerait indulgent à leur égard. Les militaires tentent dès lors de ne pas apparaître trop proches de ces soutiens devenus gênants, commodément associés au Sadi, aux «jeunes de Mariko», ou au *Yerewolo Ton* – alors même que la passivité des autorités était attestée, et que la marque du capitaine Sanogo semble avoir été depuis le début du putsch de reprendre la main par la coercition dès qu'il avait le sentiment de perdre le contrôle du jeu.

Dans un contexte de brouillage des repères, les rumeurs prennent enfin une place centrale. Rien *a priori* de spécifique à la crise: s'intéresser au politique et aux puissants aboutit inévitablement à Bamako à se voir confronté aux rumeurs – ces dernières, en fonction de leur virulence, pouvant d'ailleurs être analysées, quand elles portent sur une personne, comme un indicateur de sa bonne fortune ou de sa perte de crédit relationnel du moment. Les rumeurs sont aussi ce qui sert d'appui à l'expression de jugements moraux et à la dénonciation de l'ancien pouvoir. Ainsi, lors de la manifestation du 28 mars en faveur de la junte, on entend :

«Il paraît qu'ils ont trouvé chez Modibo Sidibé [ancien Premier ministre] plus de 500 millions de FCFA, des cartes d'électeurs et des véhicules. Imaginez-vous, tout cela est notre argent, mais ils étaient en train de boire notre sang!»; «Ça c'est chez Modibo! La fille d'ATT, Mabo, chez elle, c'est des tickets de carburant superposés comme un mur!⁴⁴».

Les rumeurs portent également sur la gestion de la sécurité de chacun, ainsi que sur les ralliements et implications des uns et des autres. Les membres des familles s'appellent pour se déconseiller de se rendre dans telle ou telle

43. Sur la capacité de l'État malien à «digérer» une partie des injonctions internationales à la «bonne gouvernance», voir B. Hibou et O. Vallée, *Énergie du Mali, ou les paradoxes d'un «échec retentissant»*, étude AFD, 2007; I. Bergamaschi, *Le Consensus post-Washington au Mali: trajectoires, usages et processus d'appropriation*, thèse de doctorat en science politique, IEP Paris, 2011.

44. A. S. Ouologuem, observation directe.

partie de la capitale, les projets de complots et les risques de violence sont sans cesse relayés... La rumeur est aussi un moyen de coups et d'attaques indirects entre protagonistes de la crise. Elle est prise très au sérieux par les figures de premier plan. Le capitaine Sanogo fait ainsi plusieurs apparitions télévisées pour récuser directement les rumeurs dévalorisantes sur son compte à chaque fois qu'elles s'amplifient. Il enregistre par exemple un communiqué diffusé à la télévision nationale le 23 mars, lendemain du coup d'État, pour démentir l'annonce d'une contre-offensive des bérets rouges et celle de sa mort. Il y apparaît portant une tunique marquant son appartenance à la confrérie des chasseurs et arborant un bâton de pouvoir⁴⁵. Ce cas, au-delà de la circulation des rumeurs, soulève la question des récits et de leur emploi au sein de la crise.

RÉCITS DANS LA CRISE

Face aux récits non stabilisés, deux démarches sont possibles. La première consiste à établir « le vrai récit » (forcément univoque) de ce qui s'est passé en en délégitimant d'autres et en balayant les perceptions croisées durant la crise. À l'inverse, sans renoncer à l'espoir de reconstituer au mieux ce qui s'est passé, une analyse à chaud suppose une position peut-être plus nuancée, attentive à la multiplication des récits que les acteurs tissent *pendant* la crise : la fluidité dans les crises, c'est aussi celle des moments de dilution temporaire des repères, des ruptures d'intelligibilité, avant que soient incarnés, voire potentiellement redistribués, des catégories et schèmes de perception alternatifs⁴⁶. Prendre au sérieux les récits dans la crise permet de saisir les fils rouges des perceptions et jugements qui la matérialisent et l'instancient au jour le jour pour les Bamakois – et ceci avant même que n'en soient stabilisés les contours dans leur récit national. Là encore, ces fils rouges sont caractéristiques de l'ordinaire des jugements politiques d'avant janvier 2012 – mais ils fournissent depuis des appuis et des repères. Sans prétendre à l'exhaustivité,

45. B. Whitehouse, « Amadou Sanogo: Power Is His Middle Name », *Bridges from Bamako*, <<http://bridgesfrombamako.com/2012/03/24/amadou-sanogo-power-is-his-middle-name/>>, consulté le 11 mars 2013.

46. Ici, l'approche de Sahlins sur la « dialectique de l'événement » apparaît comme un complément utile à une sociologie des crises attentive à l'échange de coups. Voir M. Sahlins, « The Return of the Event, Again: with Reflections on the Beginning of the Great Fijian War of 1843 to 1855 Between the Kingdoms of Bau and Rewa », in Aletta Biersack (dir.), *Clio in Oceania, Toward a Historical Anthropology*, Washington, Smithsonian Institution Press, 1991, p. 37-99.

trois catégories de récits se détachent et permettent de comprendre les luttes de sens et les affrontements tactiques et moraux qui se déploient à Bamako.

La première, indissolublement cognitive et normative, est celle du *précédent*. Démêler une crise lorsque l'on y est plongé, c'est essayer de la saisir en mobilisant des cas comparables, quitte ce faisant à déployer des parallèles qui contribuent à la légitimation des uns et à la disqualification des autres. Sous cet aspect, la mobilisation permanente de la référence à la transition de 1991 ne surprend pas entièrement (elle est un classique des marches bamakoises). Mais elle contribue évidemment à souligner l'importance du rôle des femmes, des jeunes et de la révolte contre un ordre injuste. Elle participe à l'idée que la violence peut être légitime contre un ordre corrompu, dès lors que 1991 n'aurait pas tenu ses promesses. Pour peu que le parallèle mobilise aussi celui d'un officier de l'armée régulière qui se désolidarise de l'ancien ordre politique, on saisit mieux le bénéfice du doute accordé au capitaine Sanogo : ATT n'avait-il pas remis volontairement le pouvoir aux civils après avoir participé à la chute de Moussa Traoré⁴⁷? Pourquoi ne pas affirmer – voire se persuader – que le capitaine Sanogo puisse faire de même? Cependant, le parallélisme est vite nuancé quand il risque de bénéficier à ATT : dans les semaines suivant le coup d'État, on évoque et rediscute la dimension « volontaire » de cette remise du pouvoir de 1991 en évoquant les pressions effectuées à l'époque par l'entourage d'ATT pour que celui-ci accepte de s'y soumettre (un commentateur mentionne même son origine castée comme fondement de cette restitution).

Deuxième catégorie de récits : ceux qui portent sur des figures individuelles dont sont exposées les qualités, les ancêtres, les savoirs, l'avènement... Ainsi, l'appartenance évoquée du capitaine Sanogo à la confrérie des chasseurs, suppléé d'un bâton-sceptre mystique symbolisant son pouvoir, comme l'image de militaire volontariste que lui procure l'initiative du coup d'État, stimulent les rapprochements enthousiastes avec les héros d'antan (Sunjata Keita, Soumaworo Kanté) ou contemporains (Maître Demba Diallo⁴⁸). Cette configuration est par ailleurs propre à conforter l'imaginaire de l'émergence individuelle rattaché à ces figures, dans un contexte où les rapports népotiques et clientélares donnent un sentiment d'obstruction permanente aux jeunes hommes qui ne peuvent y accéder. Ces figures de héros peuvent

47. C'est un élément central du récit qui faisait du Mali un *donor darling* démocratique.

48. Héros de la révolution de 1991, il portait lui aussi un « bâton de pouvoir » quand Moussa Traoré fut déchu.

être considérées simultanément comme des modèles de rupture et comme des fondateurs⁴⁹. Aux premières heures du coup d'État, ceux qui contestent cette figure héroïque mobilisent à l'inverse des narrations qui mentionnent notamment le capitaine Sanogo se promenant en civil à Kati tandis qu'un lieutenant qui mène les hostilités l'appelle pour se rendre en urgence à Koulouba.

Un troisième registre semble tout autant caractéristique de ces récits de crise : celui de la grandeur nationale, bafouée, immémoriale et à restaurer. Tout se passe comme si « l'atteinte à l'intégrité territoriale du Mali », pour reprendre l'expression la plus usitée, n'avait fait que mettre en lumière les dimensions factices de la *success story* démocratique du Mali des années 1991-2011. C'est cette mise au grand jour vertigineuse des failles maliennes qui alimente le discours de la « honte ». S'il y a ainsi, dans les premières semaines, un décalage frappant entre nos interlocuteurs les plus connectés à l'étranger, qui condamnent le putsch car sensibles à la dégradation radicale de l'image du pays et à ses conséquences sur l'aide internationale et d'autres pour qui la déroute militaire devant les « bandits » justifie l'enthousiasme pour ce nouveau régime que l'on souhaite plus efficace, tous mobilisent ce registre de la honte qui s'adosse à une référence lancinante aux récits de grandeur nationale. Là encore, la continuité avec l'avant 2012 est frappante. Du fait d'une longue histoire de l'État, les Maliens peuvent se penser comme les héritiers de traditions séculaires. De même, la pratique de la parenté à plaisanteries, dont l'usage à la fois culturaliste et politique n'est plus à démontrer⁵⁰, convainc nombre d'entre eux qu'ils sont un peuple plus protégé de l'ethnicisme que beaucoup de leurs voisins. L'orientation socialiste et anti-impérialiste du Mali dans les années 1961-1968 a elle aussi contribué à l'héritage d'un sourcilieux sentiment d'indépendance. Ces multiples récits de grandeur nationale révèlent un nationalisme prégnant, renvoyant notamment à l'histoire précoloniale ou à une révolution de 1991 amputée de ce qu'elle dut, fut-ce involontairement, à la rébellion touarègue au Nord. Ainsi, face aux défaites militaires, et que ce soit dans le rap en bambara⁵¹ ou dans les chansons de griottes, c'est un registre

49. Sur la prégnance de ces registres dans le monde bambara, voir J. Bazin, « Genèse de l'État et formation d'un champ politique : le royaume de Segou », *Revue française de science politique*, vol. 38, n° 5, 1988, p. 709-719.

50. C. Canut, « Construction des discours identitaires au Mali. Ethnicisation et instrumentalisation des *senankuya* », *Cahiers d'Études africaines*, n° 184, 2006, p. 967-986 ; É. Smith, *Des arts de faire société : parentés à plaisanteries et constructions identitaires en Afrique de l'Ouest (Sénégal)*, thèse de doctorat en science politique, IEP, Paris, 2010.

51. Les chansons ayant pour thème l'unité du pays existent dans toutes les langues du Mali mais nécessiteraient une compétence linguistique multiple. Le Bambara est la principale langue véhiculaire du Mali, celle dont les nouveaux venus à Bamako tentent d'acquérir les rudiments.

mandingue et d'appel au courage des combattants qui est mobilisé. De la même manière, des artistes issus d'autres communautés, diffusés sur l'ORTM, appellent à l'unité nationale dans leurs langues.

Si reconstituer la crise à partir de ces multiples récits expose à l'échec, cela permet en revanche de mieux comprendre les registres dominants de l'expression et les arguments susceptibles d'obtenir du succès, ou de guider les interprétations et les attentes des protagonistes de la crise. Ces récits ne forgent pas la légitimité, mais ils disent de quels registres elle se nourrit dans le temps court.

Le temps des interprétations n'est pas fini, assurément. Mais pour les chercheurs celui de l'observation ne fait que commencer, et sans doute y a-t-il urgence à saisir au mieux de quelle façon le crédit politique accordé aux protagonistes majeurs de la crise circule de façon très fluide et volatile. Cette démarche ne prétend en aucun cas délégitimer une approche structurelle de la crise, pour peu que l'on s'entende sur le terme et que cela n'aboutisse pas à développer une conception de l'histoire seulement faite d'étincelles qui feraient exploser dans le temps court des poudrières constituées dans le temps long. Ainsi, si l'histoire peut être faite d'effondrements rapides, où bouleversements régionaux et islamisme radical ont leur part, il importera aussi de revenir sur ce qui avait pu jusqu'alors contribuer à la sustentation du pouvoir. Spécifier par exemple comment la rente clientélaire, nationale et internationale, fonctionnait comme un système, réel mais instable, de légitimation du régime.

Nous espérons que les quelques propositions avancées ici pourront être utiles à l'analyse d'autres crises: en ne figeant pas le récit canonique de la crise et de ses facteurs, en envisageant à qui et comment les crises ouvrent des possibles, par l'attention portée au recours à la rue et à la violence pour comprendre les formes de l'autocensure et le travail de fabrication de la neutralité dans l'incertitude, ou encore en comprenant de quels imaginaires politiques se nourrissent les récits déployés pendant la crise. Point ici de tentative de nier la pesanteur de l'ordre social, mais davantage la volonté de saisir ses énonciations renouvelées et les formes de liquéfaction de l'ordre politique.

Nul doute enfin que les contradictions, tensions et aspirations morales qui agitent la société malienne ne disparaîtront pas avec l'intervention militaire. Reste à savoir si les acteurs les plus en position de revendiquer la définition intransigeante d'un « nous » moral pensé comme rompant avec les anciennes pratiques, et aptes à imposer cette définition, se trouvent dans le seul champ

religieux, ou si des forces sociales encouragées par une crise qui, comme toutes les crises, même les plus graves, représente une ouverture des possibles et des aspirations, feront entendre des voix alternatives ■

Julien Gavelle

Association CASOA

EHESS – LIAS – IMM

Johanna Siméant

Université Paris I – CESSP

Laure Traoré

Université Paris I – CESSP

Abstract

The short term of legitimacy: positions, rumors and perceptions, January-September 2012 in Bamako

By focusing on the Malian capital, and in the short term, this article examines different aspects of the crisis that go beyond the rebellion in the North or the dereliction of Malian political institutions. After showing what contributed to the rapid delegitimation of president ATT at the beginning of 2012, we consider the opportunities opened by the crisis to different parts of society, we then observe how mobilizations and violence are used, and examine rumors and self-censorships. We suggest that rumors and competing narratives should not be considered as mere analytical impediments but, to the contrary, help us to seize what moral and tactical struggles, and rallying, are made of, therefore contributing to understand the rapid reconfigurations of legitimacy in Bamako.